

ÉNERGIE & CLIMAT
POLICY PAPER N°265
AVRIL 2021

#GREENDEAL
#JOURDELATERRE
#CLIMAT
#OPINIONS
PUBLIQUES
#PACTEVERT

■ BRUNO CAUTRÈS

Chercheur au CNRS,
Centre de recherches
politiques de Sciences
Po (CEVIPOF)

■ THIERRY CHOPIN

Professeur de science
politique à l'Université
catholique de Lille
(ESPOL), Conseiller
spécial à l'Institut
Jacques Delors

■ PHUC-VINH NGUYEN

Chercheur du Centre
énergie de l'Institut
Jacques Delors.

■ THOMAS PELLERIN-
CARLIN

Directeur et chercheur
du Centre énergie
de l'Institut Jacques
Delors.

Les auteurs souhaitent
chaleureusement remercier
Arnault Barichella, Camille Defard,
Marie Delair, Louna Gauvin et
Sébastien Maillard pour leurs
précieuses remarques.

LES FRANÇAIS ET L'ENVIRONNEMENT

ÉVOLUTION D'UNE PRÉOCCUPATION POLITIQUE CROISSANTE



Résumé ■

1 ■ Pour l'opinion publique française les enjeux environnementaux demeurent prioritaires malgré la crise sanitaire

Une très large majorité de Français estime que le changement climatique est un problème « très grave ». La France se situe dans la moyenne haute de l'Union européenne, au même niveau que l'Allemagne, mais derrière les pays scandinaves. L'environnement¹ demeure parmi les priorités des Français en 2020 même si les problèmes sanitaires et économiques sont aujourd'hui considérés comme plus urgents. Cette importance croissante prise par les questions environnementales dans l'opinion publique française a une influence directe sur les attentes en matière de politiques publiques. Par ailleurs, les Français estiment qu'il faut agir pour l'environnement autant aux échelles européenne que nationale.

1. Dans cette étude, la nature des données dont nous disposons nous conduit à assimiler l'environnement à l'action climatique, laissant de côté les questions liées à l'eau, l'air, ou encore aux sols...

2 ■ Un rapport à l'environnement qui diffère selon le niveau de gouvernance et les politiques publiques proposées

Malgré leur volontarisme et leurs attentes vis-à-vis de l'État, les Français plébiscitent les mesures d'accompagnement au détriment des changements pénalisant le pouvoir d'achat. Tandis que les écogestes ou la rénovation énergétique sont bien acceptés, les Français sont plus réservés en ce qui concerne les transports. L'action de l'Union européenne et le Pacte vert européen bénéficient quant à eux d'une plus grande adhésion.

3 ■ Un rapport à l'environnement plus complexe que le clivage entre la « France d'en haut » et la « France d'en bas »

L'environnement occupe une place plus importante dans les choix électoraux des jeunes générations. Mais l'âge n'est pas la seule variable pertinente : le niveau de diplôme, le genre ainsi que le sentiment d'inquiétude et de fragilité sociale jouent également un rôle. Le soutien à la cause climatique et écologique n'est pas mécaniquement le reflet de la position sociale occupée : parmi les jeunes qui éprouvent le plus un sentiment de fragilité sociale, l'inquiétude climatique est une facette d'une inquiétude plus diffuse et large vis-à-vis de leur situation et de celle du pays en général.

INTRODUCTION ■

À un an du premier tour de l'élection présidentielle française, la lutte contre le réchauffement climatique occupe une place importante dans l'actualité, qu'elle soit nationale avec la loi Climat et résilience, européenne au travers du Pacte vert (*European Green Deal*), ou encore mondiale par le biais du sommet international sur le climat des 22 et 23 avril derniers. Cependant, si l'actualité climatique domine l'agenda politique, l'opinion publique française l'érige-t-elle pour autant en priorité ?

En février 2007, alors qu'il entrait dans les derniers mois de son second mandat présidentiel, Jacques Chirac alertait : « face à l'urgence, le temps n'est plus aux demi-mesures : le temps est à la révolution. La révolution des consciences. La révolution de l'économie. La révolution de l'action politique »². Quinze ans plus tard, les Français pourraient donner corps à son appel. Désormais identifié par ces derniers comme étant un sujet prioritaire, l'environnement pourrait être un des enjeux clés des débats des prochaines échéances électorales en France et en Europe. Cela devrait être le cas au cours de la prochaine élection présidentielle en France, rendez-vous incontournable de la V^e République. Ainsi, cette élection devrait être l'occasion de voir se développer un projet électoral autour de l'environnement qui permettra à un candidat d'être « choisi au premier tour » et qui soit suffisamment sérieux pour ne pas être « éliminé au second ».

Hasard du calendrier, le premier semestre de l'année 2022 sera également marqué par la Présidence française du Conseil de l'Union européenne. Un tel chevauchement devrait permettre d'amener la question européenne, intimement liée à la lutte contre le changement climatique, sur le devant de la scène. Dans ce contexte, une analyse de l'évolution de l'opinion publique française vis-à-vis de l'environnement et des politiques afférentes s'avère nécessaire. Elle devrait permettre de mieux cerner les attentes de l'ensemble des Français sur ces questions et d'en esquisser une traduction concrète, qu'elle soit électorale ou réglementaire.

Dans cette perspective, ce *policy paper* propose de : (1) évaluer l'évolution de l'opinion publique française³, pré-Covid puis à la suite de la pandémie, et ce, vis-à-vis des enjeux environnementaux tout en opérant une comparaison avec la perception exprimée par nos voisins européens ; (2) analyser le rapport qu'entretiennent les Français avec les mesures adoptées au sein de différents échelons de gouvernance afin de lutter contre le changement climatique ; (3) déterminer les facteurs permettant de comprendre la complexité du soutien de l'opinion publique française à la cause climatique.

2. Chirac J. 2007. *Déclaration sur les actions en faveur de la protection de l'environnement*, février.

3. La présente étude est réalisée sur la base d'une analyse des données déjà disponibles à l'échelle européenne (Eurobaromètres, sondages réalisés par les institutions européennes...) ainsi qu'à l'échelle nationale par différents instituts de sondage (CEVIPOF, Ifop, ELABE, Ipsos...).

1 ■ POUR L'OPINION PUBLIQUE FRANÇAISE LES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX DEMEURENT PRIORITAIRES MALGRÉ LA CRISE SANITAIRE

1.1 ■ L'environnement : un enjeu prioritaire pour les Français, au-dessus de la moyenne des Européens

L'environnement occupe désormais une place importante parmi les préoccupations des Français. Selon une enquête portant sur le changement climatique réalisée en avril 2019 par la Commission européenne⁴, 82% des Français interrogés estiment que le changement climatique est un problème « très grave » ; il est même considéré comme le deuxième problème le plus grave à l'échelle mondiale, derrière la lutte contre la pauvreté. La France se situe dans la moyenne haute de l'Union européenne (UE) à ce sujet. Il est néanmoins difficile de situer la France par rapport aux autres « profils » de pays européens. Les pays du sud de l'Europe (Malte, Espagne, Grèce, Portugal, Italie, Chypre) sont ceux pour lesquels la proportion d'interrogés ayant répondu que le changement climatique était un problème « très grave » est la plus forte, avec des valeurs situées au-dessus de 83%. Un second groupe de pays est composé des pays d'Europe du nord (Suède, Danemark, Allemagne), qui présentent également des valeurs très hautes ; ce groupe s'avère néanmoins moins homogène, puisque plusieurs pays présentent des valeurs plus basses (Finlande, Irlande et Pays-Bas) qui les situent en dessous de la moyenne européenne de 79%. **La France se situe au même niveau que l'Allemagne, juste au-dessus de la moyenne.** Un troisième groupe, composé des États membres d'Europe centrale et orientale, occupe les dernières places du classement, avec les valeurs les plus basses observées dans les pays baltes (59% pour l'Estonie et pour la Lettonie) ; la Hongrie est le seul pays parmi les États membres d'Europe centrale et orientale à présenter un pourcentage supérieur à la moyenne européenne (85%).

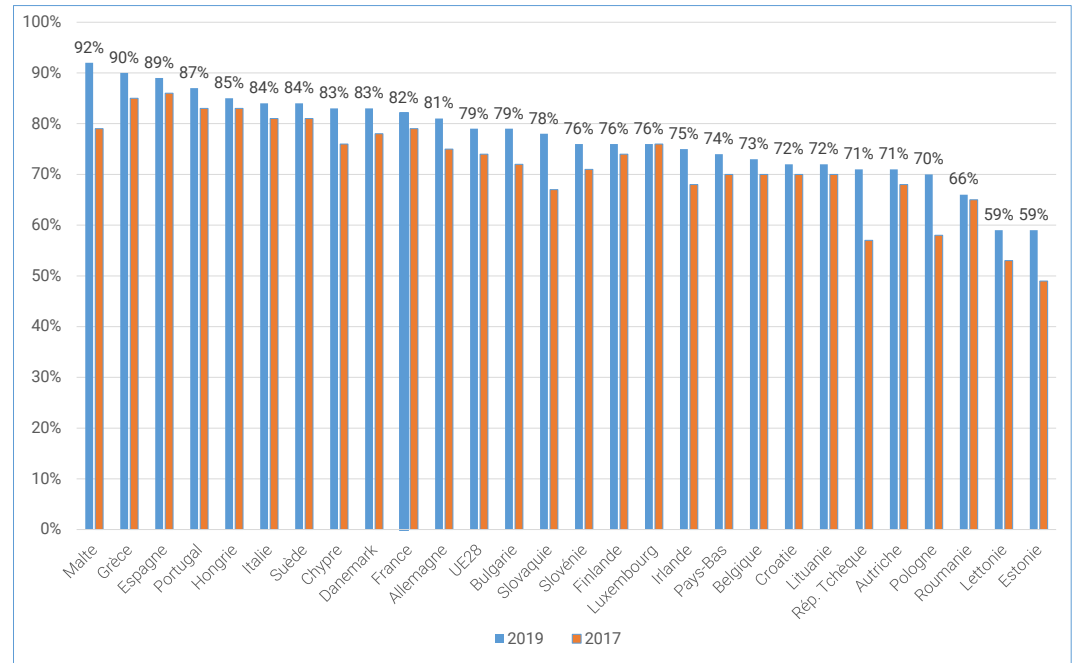
1.2 ■ Des attentes fortes en termes de politiques publiques

L'importance croissante des questions environnementales dans l'opinion publique française a une influence directe sur les attentes en matière de politiques publiques. C'est autant à l'échelle européenne qu'à l'échelle nationale que les Français appréhendent l'action environnementale ; ainsi, à la question « Selon vous, qui dans l'Union européenne est responsable pour agir contre le réchauffement climatique ? » (QCM) posée dans l'enquête de 2019 de la Commission, les Français citent autant l'UE que le gouvernement français (58%), là où les sondés européens privilégient en moyenne les gouvernements nationaux, suivis des entreprises puis enfin l'UE. 91% des Français interrogés (contre 92% des Européens) estimaient, dans ce même sondage, qu'il était important que leur gouvernement fixe des objectifs ambitieux pour accroître l'utilisation des énergies renouvelables, et 90% (contre 89% des Européens) pensaient que les gouvernements devraient fournir un soutien pour améliorer l'efficacité énergétique d'ici à 2030. Les propositions concrètes en faveur de la lutte contre le réchauffement climatique suscitent également une forte adhésion de la part

⁴. Commission européenne. 2019. *Special Eurobarometer « Climate change »*.

GRAPHIQUE 1 ■ Les Français plus sensibles que la moyenne des Européens à la gravité du changement climatique

Proportion d'interrogés considérant que le changement climatique est un problème "très sérieux", par État membre, en 2017 et 2019.



Source : Eurobaromètre spécial 490 "Changement climatique", avril 2019.

des Français : ainsi, 80% des Français (contre 84% des Européens) considèrent qu'une aide financière publique accrue devrait être accordée à la transition vers les énergies propres, même si cela devait entraîner une réduction des subventions en faveur des combustibles fossiles.

L'action pour le climat devient par conséquent un facteur déterminant en matière de choix électoral, et ce à plusieurs échelles. Selon l'*Eurobaromètre 92.2* du Parlement européen⁵, 46% des Français sondés ayant voté aux élections européennes de 2019 déclaraient que leur vote avait, parmi un choix de 5 propositions, été en partie déterminé par la question de la lutte contre le changement climatique (contre 37% de moyenne pour l'UE). Par ailleurs, ces Français sondés ont jugé que les parlementaires européens devraient prioritairement s'attaquer au sujet du changement climatique et de la préservation de l'environnement des océans et de la biodiversité (39%, devant l'exclusion sociale et la pauvreté à 36% puis le terrorisme à 30%).

Les Français ont également une forte attente vis-à-vis des engagements environnementaux des candidats à l'échelle locale. Selon un sondage réalisé par le cabinet ELABE en novembre 2019⁶, 85% des Français attendaient des candidats aux élections municipales qu'ils intègrent de façon importante les questions environnementales dans leurs propositions. Un second sondage⁷ réalisé par ce même cabinet en février 2020 va dans le même

5. Parlement européen. 2019. *Eurobaromètre 92.2*.

6. ELABE. 2019. « Les Français et l'environnement : un changement de paradigme », 15 novembre, p. 201.

7. ELABE. 2020. « L'Environnement : un enjeu politique majeur pour les Français », 6 février.

sens, puisque 70% des Français y déclarent que les questions environnementales auront une influence sur leur vote aux élections municipales. Ces chiffres pourraient en partie expliquer les bons scores observés aux élections municipales de mars et juin 2020 des listes les plus écologistes, symbolisés par la conquête de villes comme Besançon, Bordeaux, Lyon ou Strasbourg. Néanmoins, l'abstention importante à cette élection invite à la prudence afin de pouvoir discerner avec finesse ce qui relève d'éléments politiques structurels, de ce qui relève du contexte singulier de la période pandémique du printemps 2020.

1.3 ■ Une adhésion différenciée en faveur de la lutte contre le réchauffement climatique

Le sujet de la lutte contre le réchauffement climatique rencontre aujourd'hui une large adhésion dans l'opinion publique française. Il ne touche néanmoins pas toutes les parties de la population de la même façon.

La différenciation générationnelle est la plus opérante sur le sujet climatique. Dans l'étude Eurobaromètre réalisée après l'élection européenne de 2019⁸, 45% des jeunes européens de moins de 25 ans ayant voté ont déclaré que la nécessité de lutter contre le changement climatique avait motivé leur vote, contre 34% pour les plus de 50 ans (dont les préoccupations se concentrent plutôt sur la défense du système social et la lutte contre le terrorisme). Les jeunes de 18 à 24 ans attribuent plus de poids à cette dimension environnementale, puisqu'ils sont 39% à la déclarer « très importante » contre seulement 20% des plus de 65 ans⁹.

En France, on observe également une variation importante en fonction des choix électoraux des personnes interrogées. Ainsi, selon l'édition 2019 de l'enquête « Fractures françaises »¹⁰, plus de la moitié des Français interrogés issus des partis de gauche et du centre placent les questions environnementales parmi leurs priorités personnelles (avec 72% pour LFI, 60% pour le PS et 55% pour LREM ; EELV n'étant pas sondé), là où les électeurs LR et RN affichent un intérêt moindre pour ces questions (avec respectivement 43% et 31% des répondants qui considèrent la lutte contre le réchauffement climatique comme une de leurs priorités).

Plus que le souci de l'environnement, qui apparaît comme une préoccupation partagée par une majorité de Français, c'est le caractère urgent ou non de l'action pour lutter contre le réchauffement climatique qui semble cristalliser ces divergences d'opinion. Toujours selon l'édition 2019 de « Fractures françaises », seuls les électeurs de deux partis politiques (LFI et PS ; EELV n'étant pas sondé) considéraient que la protection de l'environnement devait faire partie du top 3 des priorités de l'exécutif. L'urgence du changement climatique ne semble pas être, pour de nombreux Français, une raison suffisante pour exiger des sacrifices immédiats, notamment au détriment des politiques sociales : 51% des Français estiment ainsi qu'il faut « prendre des mesures pour faire face à l'urgence environnementale, même avec des sacrifices financiers », mais 49% considèrent qu'il faut plutôt « faire face à la crise sociale, même si cela signifie de mettre la question environnementale au second plan ». On retrouve cette relative frilosité dans les résultats de l'Eurobaromètre de novembre 2019 concernant la hiérarchisation des priorités des sondés à l'échelle nationale : là où l'environne-

8. Commission européenne. 2019. *Standard Eurobarometer 91*.

9. ELABE. 2021. « *Les Français et les enjeux environnementaux* », 4 mars.

10. Ipsos et Sopra Steria. 2019. *Fractures Françaises 2019*.

ment apparaît dans le top 2 des priorités dans tous les pays du nord de l'Europe (Danemark, Allemagne, Luxembourg, Pays-Bas, Finlande, Suède), les Français placent cette variable au 3^e rang (derrière le chômage et l'inflation), avec 23% des sondés l'ayant inclus parmi les priorités du pays ; à noter néanmoins que cette valeur est nettement supérieure à celles rencontrées dans les pays du sud de l'Europe ou les pays de l'Europe centrale ou orientale, toutes inférieures à 15% (à l'exception de Malte et de l'Autriche).

1.4 ■ L'environnement reste une priorité nationale et européenne, même dans le contexte de crise sanitaire

Depuis mars 2020, **l'importance relative accordée par les Français à la lutte contre le changement climatique est restée stable à l'échelle « personnelle », et a enregistré un léger recul à l'échelle nationale (-1 point) comme européenne (-2 points)**. Selon les résultats de l'*Eurobaromètre 93*¹¹, ce sont respectivement 14%, 20% et 28% des Français interrogés qui ont cité « l'environnement et le changement climatique » comme priorité dans chacun de ces trois niveaux, contre 14% (priorité personnelle), 21% (priorité nationale) et 30% (priorité européenne) en novembre de l'année précédente. Ce recul semble confirmé par l'édition de septembre 2020 de l'enquête « Fractures Françaises »¹², où la proportion de personnes interrogées ayant cité « la lutte contre le réchauffement climatique » parmi leurs priorités perd, par rapport à l'année précédente, de 11 à 16 points de pourcentage selon les échantillons (seul le second échantillon a eu la possibilité de choisir « la pandémie de Covid-19 » parmi les réponses proposées), pour s'établir respectivement à 41% et 36%.

Il convient néanmoins de nuancer ce recul sur deux aspects. Premièrement, il apparaît dans « Fractures Françaises » que le recul de toutes les variables (à l'exception notable de la délinquance, et bien sûr de la santé) dans l'ordre des priorités exprimées par les Français est directement lié à la place prépondérante prise depuis 2020 par la pandémie de Covid-19 et les enjeux sanitaires. L'enquête présente un résultat intéressant : l'ensemble des interrogés y est divisé en deux échantillons, auxquels il est demandé, comme les années précédentes, de classer leurs priorités personnelles. Parmi les réponses disponibles, seul le second échantillon a la possibilité de sélectionner « la pandémie de Covid-19 » parmi ses réponses. Or, dans ce second cas, la lutte contre le réchauffement climatique accuse un recul supérieur de 5 points de pourcentage (passant de 52% à 36%, ce qui classe l'environnement à la 4^e place des priorités) par rapport au premier échantillon (où 41% des interrogés citent la lutte contre l'environnement, ce qui classe cette variable à la 3^e position). Deuxièmement, la comparaison à l'échelle de l'UE que permettent les résultats issus de l'*Eurobaromètre* montre que **la France se distingue plutôt par sa stabilité en matière d'importance accordée à l'environnement, à la différence d'autres États membres**. Ainsi, le recul français en termes de « préoccupation nationale » est de l'ordre de -1 point de pourcentage¹³ là où la moyenne de l'UE à 28 est de -5 points de pourcentage. Seuls trois États membres (Luxembourg, Irlande et Grèce) ont vu cette priorité gagner de l'attention et deux (Estonie et Roumanie) sont en situation de *statu quo* ; certains ont au contraire chuté, à l'instar des Pays-Bas qui baissent de 26 points de pourcentage (à 35%), ou de Malte, avec une chute de 14 points de pourcentage (à 25%). En ce qui concerne le niveau de préoccupation à l'échelle personnelle, celui-ci

11. Commission européenne. 2020. *Standard Eurobarometer 93*.

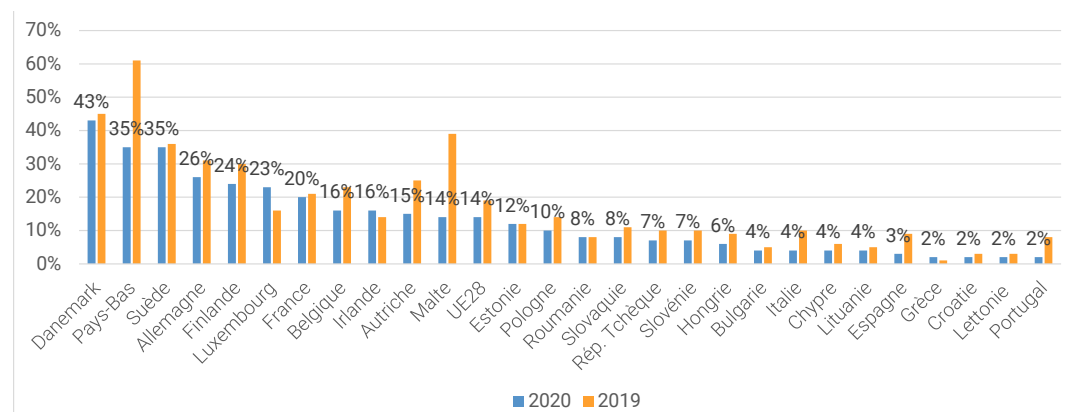
12. Ipsos et Sopra Steria. 2020. *Fractures Françaises 2020*.

13. Les résultats sont présentés uniquement au sein de l'annexe de l'*Eurobaromètre 93*.

reste inchangé (14%) à la différence de l'échelon européen qui enregistre un faible recul (l'environnement et le changement climatique perdant 2 points de pourcentage, passant de 30 à 28%). **L'environnement occupe donc toujours, en 2021, une place importante parmi les priorités des Français.** Concernant la hiérarchisation des priorités à l'échelle personnelle, nationale et européenne, les Français placent systématiquement l'environnement plus haut que ne le fait la moyenne des Européens (3^e, 4^e et 2^e respectivement, contre 5^e, 5^e et 5^e en moyenne de l'UE).

GRAPHIQUE 2 ■ L'environnement est moins une priorité nationale pour les Européens en 2020 qu'en 2019

Proportion d'interrogés ayant cité l'environnement et le changement climatique parmi les deux problèmes les plus importants auxquels leur pays est confronté, par État membre, en 2019 et 2020.



Source : Eurobaromètre Standard 92 (novembre 2019) et Eurobaromètre 93 (été 2020 - Annexe).

Une distance demeure néanmoins entre la France et les pays du nord de l'Europe. En 2020, la France présente la 10^e plus forte proportion de sondés ayant cité l'environnement dans leurs priorités personnelles et la 7^e parmi les priorités nationales et européennes, là où les premières places sont uniformément occupées par le Danemark, la Suède, les Pays-Bas, la Finlande et l'Allemagne (ainsi que l'Autriche). Ces pays sont également ceux qui, interrogés en octobre 2020 sur les défis mondiaux auxquels devra faire face l'UE dans le futur (dans le cadre de l'Eurobaromètre spécial « Conférence sur l'avenir de l'Europe »¹⁴), citent en priorité la lutte contre le changement climatique, là où la réponse majoritaire en France demeure le terrorisme.

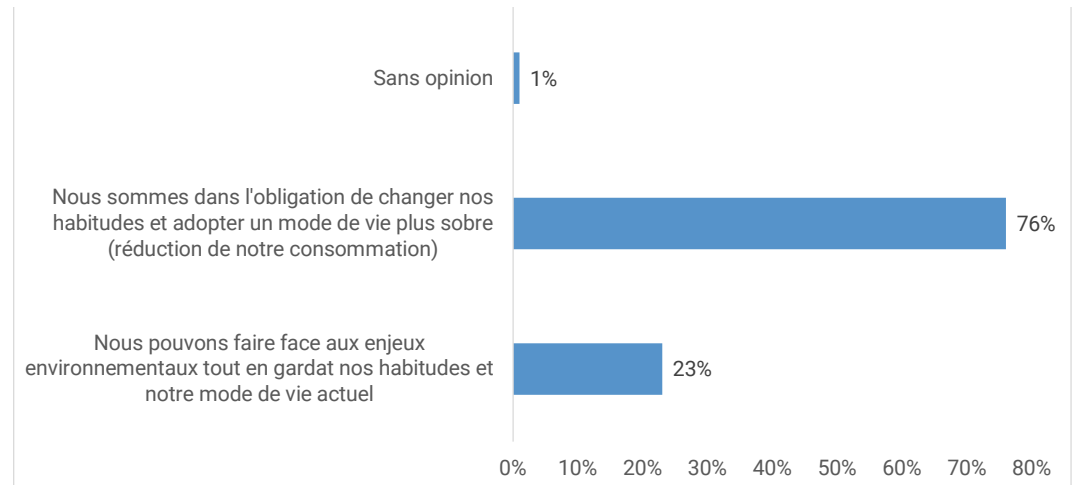
Plus que l'intérêt pour l'environnement, c'est le sentiment d'urgence qui semble avoir diminué. La conjoncture propre à l'année 2020, marquée par la pandémie de Covid-19 et ses conséquences économiques, a en effet entraîné une mise au second plan des enjeux environnementaux pour une partie des Français (au profit des considérations sanitaires et économiques), qui tendent à concentrer leurs inquiétudes sur la crise économique et sociale qui s'annonce. Le sondage réalisé par ELABE pour *Les Échos* et l'Institut Montaigne en mars 2021¹⁵ propose à ce sujet des résultats intéressants : une large majorité des Français interrogés (76%) considèrent comme nécessaire de changer de mode de vie afin de lutter contre le réchauffement climatique et 41% pensent que la société française est en capacité d'appliquer ces changements dans l'immédiat (contre 58% déclarant que la transition n'est pas encore possible, étant donné les circonstances actuelles).

14. Commission européenne. 2020. *Eurobaromètre spécial 500 : « l'avenir de l'Europe »*, octobre – novembre.

15. ELABE. 2021. « *Les Français et les enjeux environnementaux* », 4 mars.

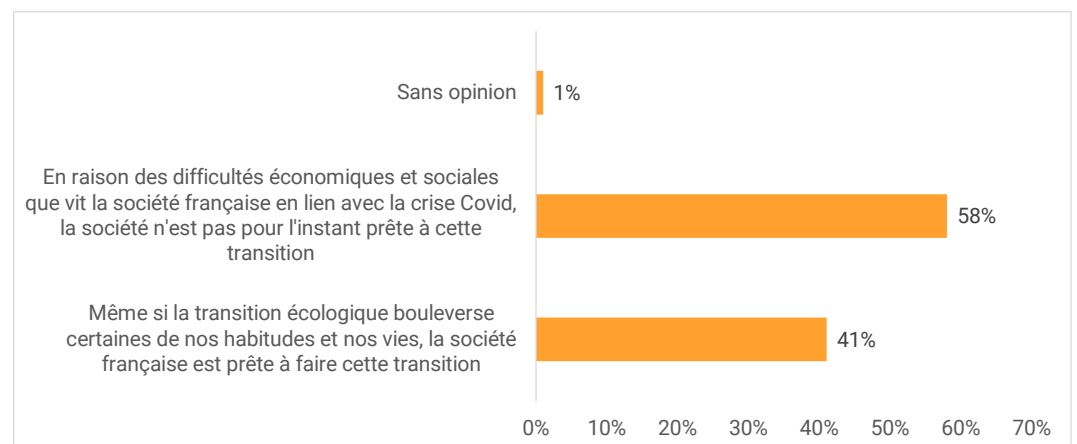
GRAPHIQUE 3 ■ Le changement de mode de vie pour lutter contre le changement climatique, une conviction mais pas une urgence pour les Français en 2021

Pour faire face aux enjeux environnementaux, de quelle opinion êtes-vous le plus proche concernant nos modes de vie ?



Source : ELABE pour Les Échos et l'Institut Montaigne, mars 2021.

Les transformations liées à la transition écologique pourraient impliquer des changements plus ou moins importants sur la société et sur nos modes de vie. Personnellement, de quelle opinion vous sentez-vous le plus proche ?



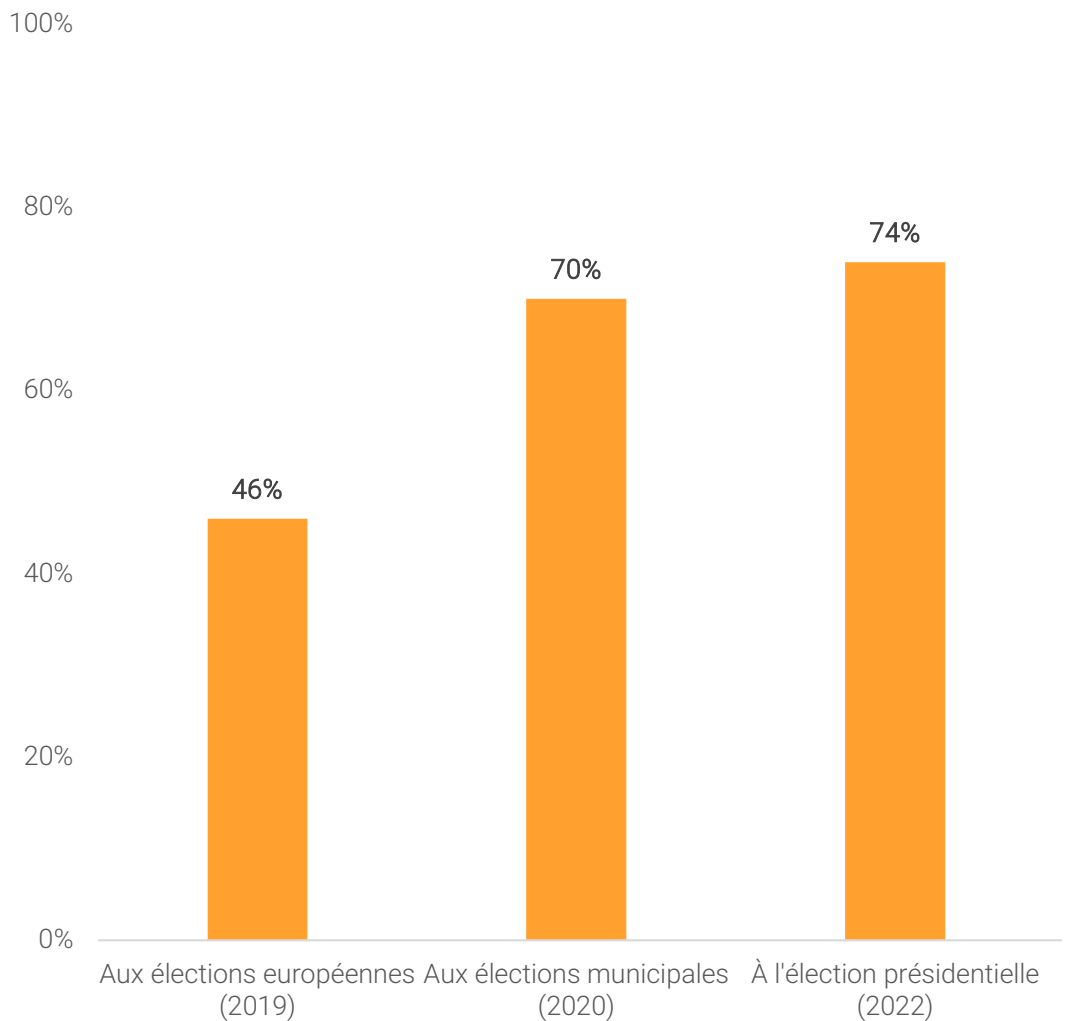
Source : ELABE pour Les Échos et l'Institut Montaigne, mars 2021.

1.5 ■ L'environnement : un facteur déterminant en matière de choix électoraux

Ce jugement des Français sur la capacité de la société française à changer dans l'immédiat s'accompagne d'attentes toujours plus fortes vis-à-vis des élus en matière d'environnement et de lutte contre le changement climatique. Toujours selon le sondage ELABE de 2021, **74% des Français considèrent les enjeux environnementaux comme un facteur important dans leur choix de vote à la prochaine présidentielle.**

GRAPHIQUE 4 ■ Quelle prise en compte des enjeux environnementaux dans les choix électoraux des Français ?

Proportion des Français déclarant que les questions environnementales auront un impact sur leur vote aux prochaines élections :



Sources : Eurobaromètre 92 (novembre 2019) et ELABE pour Les Échos et l'Institut Montaigne (2019 et 2020).

Cette valeur dépasse 50% pour la totalité des familles politiques (avec un maximum de 85% pour les partis centristes – LREM et MoDem – et un minimum de 59% pour le RN, et avoisine les 70% pour toutes les tranches d'âge).

Tableau 1 ■ Vous personnellement, diriez-vous que les enjeux environnementaux seront un élément important ou pas important dans votre choix de vote à la prochaine élection présidentielle?

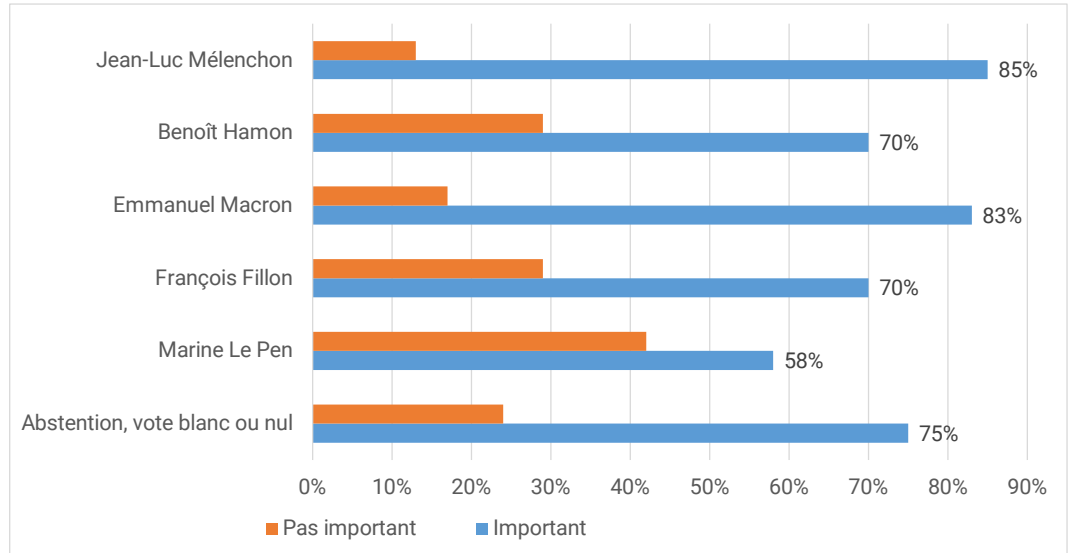
	ENSEMBLE	TRÈS IMPORTANT	ASSEZ IMPORTANT	PAS VRAIMENT IMPORTANT	PAS DU TOUT IMPORTANT	SANS OPINION	TOTAL «IMPORTANT»	TOTAL «PAS IMPORTANT»	
PRÉFÉRENCE PARTISANE									
TOTAL GAUCHE	49	34	14	2	1	83	16		
LFI	39	41	13	3	4	80	16		
EELV	75	18	5	2		93	7		
PS/Génération.s./PRG	42	35	20	3		77	23		
TOTAL EN MARCHÉ/MODEM	22	64	13		1	85	13		
LREM	26	62	11		2	88	11		
TOTAL DROITE	20	54	23	3		74	26		
LR	15	61	20	4		76	24		
RN	16	43	29	12		59	41		
Sans préférence partisane	23	45	24	7	1	68	31		
VOTE PRÉSIDENTIELLE 2017 (1^{ER} TOUR)									
Jean-Luc MELENCHON	46	39	11	2	2	85	13		
Benoît HAMON	37	33	22	7	1	70	29		
Emmanuel MACRON	27	56	16	1		83	17		
François FILLON	18	52	27	2	1	70	29		
Marine LE PEN	16	42	31	11		58	42		
Abstention, vote blanc ou nul	30	45	18	6	1	75	24		
VOTE PRÉSIDENTIELLE 2017 (2ND TOUR)									
Emmanuel MACRON	31	52	16	1		83	17		
Marine LE PEN	19	40	32	8	1	59	40		
Abstention, vote blanc ou nul	31	43	19	6	1	74	25		

Source : ELABE pour Les Échos et l'Institut Montaigne, mars 2021.

Enfin, les chiffres sont semblables lorsqu'on s'intéresse au choix de vote à l'élection présidentielle de 2017, avec respectivement 83% des électeurs d'Emmanuel Macron et 58% des électeurs de Marine Le Pen déclarant accorder de l'importance aux questions environnementales lors de la prochaine élection présidentielle.

GRAPHIQUE 5 ■ L'impact des enjeux environnementaux sur le vote des Français transcende les clivages politiques

Proportion d'interrogés ayant déclaré que les questions environnementales allaient avoir un impact sur leur vote à la prochaine élection présidentielle, par choix de par choix de vote au premier tour de l'élection présidentielle de 2017.



Source : ELABE pour Les Échos et l'Institut Montaigne, mars 2021.

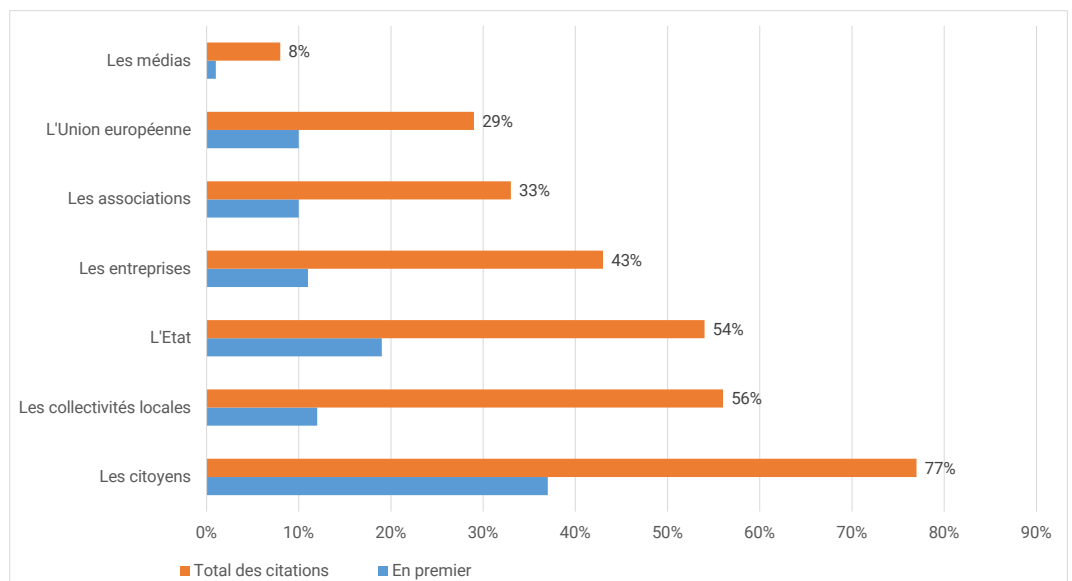
La consécration de l'environnement comme l'une des principales priorités pour l'opinion publique française se confirmant, il est désormais nécessaire d'étudier si le rapport des Français à l'environnement s'exprime de manière homogène vis-à-vis des différents niveaux d'action publique ou s'il s'agit seulement d'un enjeu propre à certains de ces échelons de décision.

2 ■ UN RAPPORT À L'ENVIRONNEMENT QUI DIFFÈRE SELON LE NIVEAU DE GOUVERNANCE ET LES POLITIQUES PUBLIQUES PROPOSÉES

2.1 ■ Quels niveaux d'action pertinent pour protéger l'environnement ?

La défense de l'environnement nécessite la mobilisation de l'ensemble des composantes de la société. Ainsi, dès 2007¹⁶, à la question de savoir « quel acteur était considéré comme le plus efficace pour protéger l'environnement et lutter contre les changements climatiques », les Français sondés plaçaient les citoyens en tête (40%), devant l'État (26%), les entreprises (19%) et les associations (15%). En 2020¹⁷, cette hiérarchisation a quelque peu évolué et s'est affinée suite à l'apparition de nouveaux protagonistes au sein de la liste de réponses pré-définies. Si **citoyens (36%) et État (19%) sont prioritairement identifiés comme étant parmi les trois acteurs « les plus à même d'agir efficacement pour l'environnement »**, les **collectivités locales (12%) et l'Union européenne (10%) sont désormais mentionnées à un niveau comparable aux entreprises (11%) et aux associations (10%)**.

GRAPHIQUE 6 ■ Les acteurs jugés les plus à même d'agir efficacement pour l'environnement



Source : Ifop, Les Français et l'environnement (novembre 2020).

Cependant, la hiérarchie précitée varie à partir du moment où les résultats sont appréciés en fonction du nombre total des citations. Dès lors, les **collectivités locales sont la seule valeur à connaître une variation notable des mentions (56% soit +7%) par rapport à 2019¹⁸**, les plaçant en deuxième position derrière les citoyens (77%) mais désormais devant l'État

16. Sondage Ifop. 2007. Les Français et l'environnement.

17. Sondage Ifop. 2020. Les Français et l'environnement.

18. Sondage Ifop. 2019. Les Français et l'environnement.

(54%)¹⁹. La relative proximité de l'enquête d'opinion – datée de fin octobre 2020 – avec les élections régionales²⁰ peut être, eu égard la couverture médiatique renforcée²¹ à l'approche d'un scrutin, un facteur explicatif. Il semble également pertinent de mentionner les nombreuses concertations locales et territoriales (sur les thèmes de la transition écologique, des transports et du logement notamment)²² survenues suite au Grand Débat national et qui ont pu contribuer à (re)mettre en lumière l'échelon territorial. Enfin, les collectivités ont, avant toute chose, « vocation de prendre les décisions pour l'ensemble des compétences qui peuvent être le mieux mises en œuvre à leur échelon »²³, les conduisant à mener une **politique de proximité et ainsi faire le lien entre citoyens et État**. Cet « entre-deux » a ainsi pu conduire les sondés à être plus enclins à mentionner les collectivités dès lors que « l'État » ou « les citoyens » étaient cités en premier lieu. Ainsi, dans la lignée des tendances observées au cours des élections européennes et municipales, il est possible de formuler l'hypothèse suivante : **les élections régionales et départementales de juin 2021 verront l'environnement continuer à être un facteur déterminant du vote**. La lecture du sondage réalisé en mars 2021 par Opinionway pour *Les Échos* et *Radioclassique*²⁴ permet d'abonder en ce sens puisqu'on y constate que « le cadre de vie, l'environnement » constitue le troisième enjeu (36%) qui comptera le plus au moment de voter aux régionales derrière « le développement économique et la création d'emploi » (40%) ainsi que la « sécurité » (45%)²⁵.

2.2 ■ Le rapport individuel ambivalent des Français face au changement climatique : entre prise de conscience de la nécessité de changer leur mode de vie et scepticisme vis-à-vis de la capacité de la société française à mener aujourd'hui une telle transformation

En 2020, 58%²⁶ des Français s'estimaient plus proche de l'hypothèse selon laquelle il faudra « modifier de façon importante nos modes de vie pour limiter le changement climatique »²⁷. Depuis 2000 (date du premier baromètre), l'opinion concédant une modification importante de nos modes de vie est toujours largement arrivée en tête. Plus précisément, de 2006²⁸ à 2020, cette statistique a constamment oscillé entre 50% et 61%. Ce solide ancrage dans le temps nourrit l'hypothèse suivante : **l'existence d'un paramètre majoritaire au sein de la**

19. Le total des citations est supérieur à 100, les sondés ayant pu donner trois réponses.

20. Initialement prévues en mars 2021, les élections furent reportées, au travers de la loi du 22 février 2021, en juin 2021.

21. À titre illustratif, fin octobre 2020, Auvergne-Rhône-Alpes, Île-de-France, Normandie, Nouvelle-Aquitaine, Occitanie, Provence-Alpes-Côtes d'Azur soit 6 régions métropolitaines sur 13 avaient déjà fait l'objet de sondage(s) portant sur les intentions de vote aux régionales.

22. Menées dans le cadre du projet de loi dit « 4D » (Déconcentration, Décentralisation, Différenciation et Décomplexification) visant à faire évoluer le cadre des relations entre l'État et les territoires.

23. Art. 72 al. 2 de la Constitution.

24. Sondage Opinion Way pour *Les Échos* et *Radioclassique* RégioTrack – vague 3 (mars 2021).

25. Trois réponses étant possibles, le total est supérieur à 100%.

26. Ce choix d'option est largement privilégié si l'on compare aux propositions visant à « laisser les États réglementer au niveau mondial » (17%), se réfugier derrière le « progrès technique qui permettra de trouver des solutions pour limiter le changement climatique » (13%) ou se résigner considérant « qu'il n'y a rien à faire » face à l'inévitabilité du phénomène (11%).

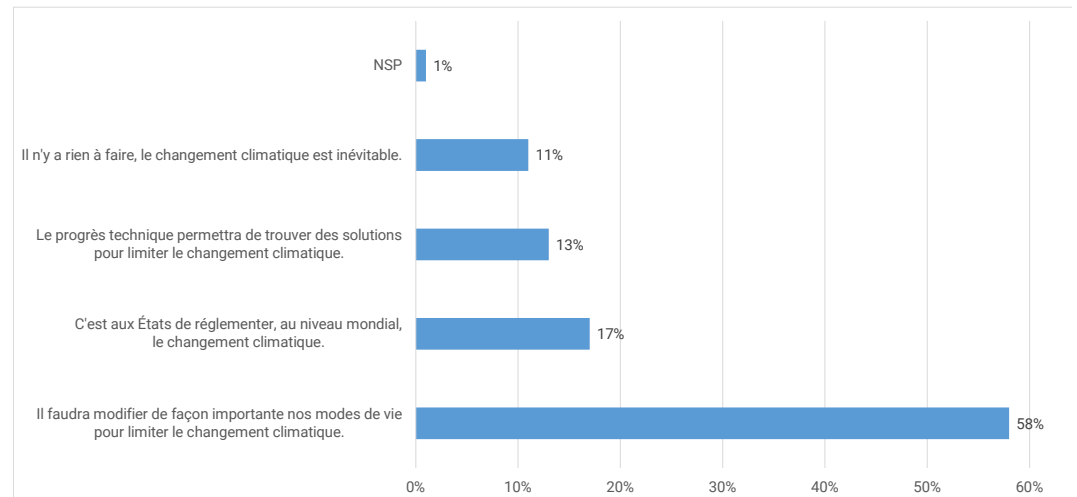
27. ADEME. 2020. *Représentations sociales du changement climatique : 21^e vague*.

28. Date à partir de laquelle la quatrième option relative au « progrès technique » est apparue. Jusqu'alors seuls trois choix de réponse étaient possibles.

population française qui, à l'aune de l'éventail d'options offert afin de limiter le changement climatique, préconiserait de repenser nos modes de vie.

GRAPHIQUE 7 ■ Le comportement préconisé par les Français face au changement climatique

Parmi ces quatre opinions, laquelle se rapproche le plus de la vôtre ?



Source : Baromètre de l'ADEME- 2020.

Une modification des comportements individuels des Français pourrait entraîner une baisse significative de l'ordre de 25% de l'empreinte carbone²⁹. Cependant, alors que les **Européens sont 69% à considérer que leur propre comportement peut faire une différence dans la lutte contre le changement climatique, les Français font partie des pays européens (20^e position) qui se montrent les plus mesurés (61%)³⁰.**

Concrètement, les Français déclarent qu'ils « réalisent déjà », ou « pourraient assez facilement faire » de nombreux « éco-gestes » à l'instar du tri des déchets (92% dont 81% le font déjà), du fait de couper son chauffage en cas d'absence (88% dont 70% le font déjà), ou encore de diminuer la température du logement / de la climatisation (83% dont 61% le font déjà). *A contrario*, les **Français se montrent plus partagés en ce qui concerne leurs rapports aux transports**, comme l'illustre le fait que l'abaissement à 110km/heure de la vitesse sur l'autoroute soit la variable qui recueille le plus faible taux d'adhésion (35%)³¹ parmi les mesures proposées³² afin de limiter les émissions de gaz à effet de serre (voir graphique ci-contre). Ainsi, ils estiment majoritairement « ne pas pouvoir » ou alors « très difficilement » faire du covoiturage (57%) ou utiliser les transports en commun plutôt que la voiture (51%).

²⁹. DUGAST C. & SOYEUX A. 2019. *Faire sa part ? Pouvoir et responsabilité des individus, des entreprises et de l'État face à l'urgence climatique*, Carbone 4 : « afin d'être en ligne avec l'Accord de Paris, les Français devraient baisser d'environ 80% leur empreinte carbone et parvenir à deux tonnes de CO2 par an (contre 10,8 tonnes en moyenne en 2017) ».

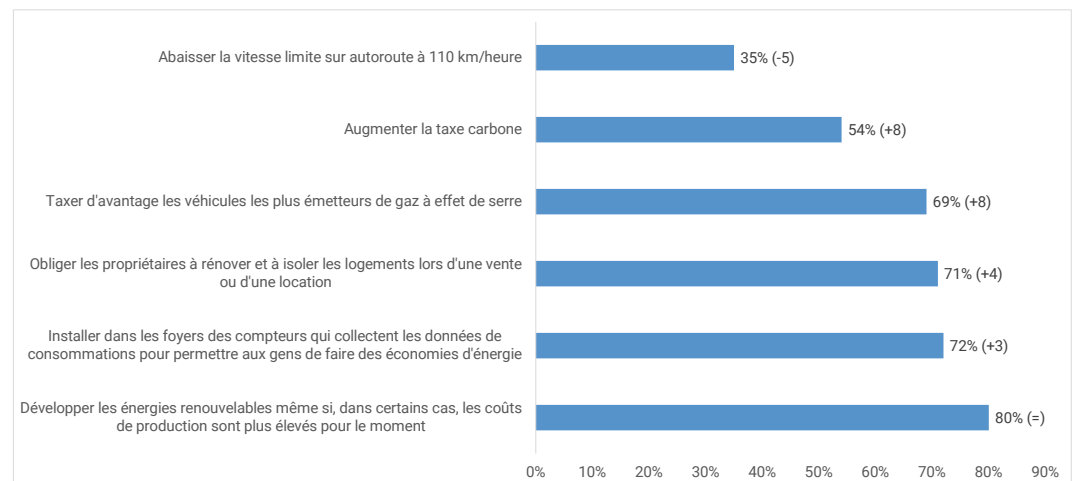
³⁰. Source : BEI. 2020. *Climate survey perception on climate change*.

³¹. En 2018, la possible réduction de la vitesse maximale autorisée sur certaines routes secondaires, passant de 90km/h à 80km/h, voyait également une majorité (59%) de l'opinion publique française être opposée à ce type de mesure selon un *sondage Harris interactive pour RMC/Atlantico* du 8 janvier 2018.

³². Toutes les mesures proposées, à l'instar de « Densifier les villes en limitant l'habitat pavillonnaire au profit d'immeubles collectifs » (39%), « obliger la restauration collective à proposer une offre de menu végétarien, biologique et/ou de saison » (67%) n'ont pas été reproduites.

Pour autant, cela ne signifie pas que les Français sont réfractaires à toute forme de changement ayant trait au secteur de la mobilité, la réalité étant plus nuancée. D'une part, puisque la réduction de la vitesse maximale autorisée sur l'autoroute a, depuis son introduction en 2004, toujours été, parmi les items de réponse proposés, l'un des moins populaire (oscillant entre 56% et 34% avec une moyenne de 44% de personnes favorables). D'autre part, puisque d'autres mesures comme le fait de « taxer davantage les véhicules les plus polluants », présentant l'avantage d'inciter à un renouvellement gradué du parc automobile, bénéficient d'une forte adhésion (69% soit 8 points de plus par rapport à 2019) de principe. Une telle attitude peut trouver son explication dans le fait qu'à l'inverse des « éco-gestes », les changements induits dans le cadre d'une refonte du modèle de mobilité, notamment à l'échelle individuelle, sont perçus comme plus coûteux et contraignants à mettre en place pour les Français **qui privilégieraient une approche plus progressive (stratégie des petits pas) que répressive.**

GRAPHIQUE 8 ■ Part des Français sondés jugeant la mesure "souhaitable" ("Très" ou "Assez" souhaitable) en%



Source : Baromètre de l'ADEME 2020.

Les Français sont-ils prêts à changer de véhicule ? En 2019, le secteur du transport a émis 127,7 millions de tonnes équivalent CO₂ et était l'activité la plus émettrice en France³³. Afin de réduire en partie l'empreinte de ce secteur, une partie de la solution consiste à utiliser des véhicules électriques³⁴. Pour autant, les Français perçoivent majoritairement (69%) la voiture électrique comme étant le « problème du futur » plutôt que la « solution du futur »³⁵. Ce faisant, **la France est le pays de l'UE sondé³⁶ le plus négatif envers le véhicule électrique aux côtés de la Belgique (70%)**. L'Allemagne exprime également un sentiment négatif (55%), dans des proportions similaires à l'Autriche (53%). Le reste des pays sondés perçoivent quant à eux le véhicule électrique comme une « solution » dans des proportions plus (71% pour la Pologne) ou moins (60% pour la Suède, 54% pour les Pays-Bas) marquées. Ce manque

33. Insee. 1990 à 2019. *Émissions de gaz à effet de serre par activité*.

34. MAGDALINSKI E. 2019. « *Mobilités propres : la voie européenne* », *Policy paper* de l'Institut Jacques Delors, avril.

35. time-to-question.com. 2020. *Les résultats de l'enquête Il est temps*.

36. Furent sondés : l'Allemagne, la France, la Suède, les Pays-Bas, l'Italie, la Belgique, l'Espagne, l'Autriche, le Portugal, la Pologne, l'Irlande et le Luxembourg. Les pays mentionnés ont été classés par ordre décroissant d'immatriculation de véhicules électriques en 2020 (Source : *Avere*).

d'entrain suscité par le véhicule électrique se retrouve également lorsqu'il s'agit de faire du subventionnement des ces derniers une des trois priorités en matière de transport en UE puisque l'Allemagne (20%), France et Suède (27%) ainsi que les Pays-Bas (32%) se situent, entre autres³⁷, bien en dessous de la moyenne européenne (40%). Par ailleurs, les résultats issus d'une enquête menée par la Banque européenne d'investissement³⁸ témoignent du fait que le couple franco-allemand (respectivement 70% et 72%) a moins recours que la moyenne européenne (74%) à la mobilité douce (marche ou vélo), ou encore aux transports publics (la France émerge à 55% l'Allemagne à 52% contre 61% pour l'UE). Ainsi, la réticence affichée par les Français en matière de modification de leur mode de vie appliqué au cas de la mobilité **ne semble pas être une spécificité française, mais reste particulièrement prononcée dans l'hexagone si l'on compare à ses voisins**. En attestent les comportements précités pouvant faire office de « totem » pour une majorité de Français. Elle illustre plutôt le fait que, **malgré une prise de conscience générale de l'importance de l'enjeu environnemental et du rôle central que devront jouer les citoyens, au travers notamment de la transformation de leur mode de vie, la traduction du volontarisme affiché en actes individuels et concrets est une tâche de longue haleine**.

2.3 ■ Rôle de l'État : entre recherche d'ambition environnementale et d'acceptabilité sociale

Selon l'*Eurobaromètre Standard 93*, les Français sont parmi les pays les plus sévères vis-à-vis de leur gouvernement puisque **83%**³⁹ **d'entre eux considèrent que l'exécutif n'en fait pas assez en terme de protection de l'environnement**, là où la moyenne européenne (EU27) se situe à 72%. Si les attentes sont grandes, il est pertinent de s'intéresser à la manière dont les Français accueillent et jugent les différentes mesures proposées dans le débat public. Dans cette optique, les travaux menés par la Convention Citoyenne pour le Climat nous éclairent sur les raisons pour lesquelles les Français évaluent durement l'action climatique gouvernementale.

Première tendance parmi les propositions testées dans le cadre du sondage réalisé par l'Ifop en début d'année 2021, le fait que les **Français plébiscitent des mesures d'accompagnement** à l'instar de la création d'un « écolabel » à visée informative (88%)⁴⁰ ou encore la création d'aides (prêt, subvention) à la rénovation à destination des plus démunis (86%). Par ailleurs, les Français se montrent également plutôt réceptifs à l'idée d'une fermeture des lignes aériennes nationales d'ici à 2025 sur les trajets où il existe une alternative bas carbone suffisante en prix et en temps (65%). Un tel constat s'inscrit dans la lignée de la volonté exprimée en début d'année 2020⁴¹ par 30% des Français (contre 26% en Europe) qui préféreraient bannir les trajets aériens de courte distance plutôt que d'instaurer une taxe carbone élevée sur tous les trajets aériens (19% en France, 21% au niveau européen).

Proposition phare des 150 citoyens, l'obligation de travaux de rénovation énergétique des bâtiments a néanmoins été écartée par le Président de la République en décembre 2020

³⁷. Luxembourg (18%), Autriche (21%), Belgique (30%).

³⁸. Source : BEI. 2020. *Climate survey perception on climate change*.

³⁹. En décembre 2019, la France se situait en quatrième position derrière l'Espagne (87%), la Slovénie (85%) et la Grèce (84%).

⁴⁰. Enquête Ifop pour la Fondation Jean Jaurès et Depanneo (janvier 2021).

⁴¹. Source : BEI. 2020. *Climate survey perception on climate change*.

puis par l'Assemblée nationale. Pourtant, à la lecture des différents sondages disponibles, les Français semblaient majoritairement enclins à soutenir une telle mesure. En effet, une enquête d'opinion⁴² réalisée dans la foulée des travaux de la Convention Citoyenne pour le Climat faisait état du fait que 74% des Français étaient en faveur de « rendre obligatoire la rénovation énergétique des bâtiments ». Ce résultat s'inscrit dans la lignée du pourcentage observé (70%) au sein du baromètre 2020 de l'Ademe concernant l'item de réponse « obliger les propriétaires à rénover et isoler les logements lors d'une vente ou d'une location », item qui a, depuis son introduction en 2007, recueilli en moyenne 73% d'opinion « souhaitable »⁴³. Enfin, selon l'étude publiée par l'Ifop en janvier 2021, « l'obligation pour tous les propriétaires de rénover leur logement principal d'ici 2040 » était cotée à 58%. Alors que la réponse proposée contenait une obligation réglementaire couplée à une échéance calendaire, il est intéressant de noter qu'une majorité de Français sondés soutenait tout de même la mise en œuvre d'une telle mesure. En somme, ces données témoignent de l'importance accordée par les Français à cette thématique, importance qui se matérialise par le fait que la France occupe le deuxième rang européen lorsqu'il s'agit de faire de l'amélioration de l'habitation (efficacité énergétique) une des priorités pour combattre le changement climatique⁴⁴ (à 25%, la moyenne européenne étant à 18%). Cet engouement peut notamment trouver racine dans le fait que les externalités positives (confort, santé, baisse des charges) retirées de la rénovation des bâtiments (publics et privés) s'avèrent être facilement identifiables auprès des bénéficiaires. Ainsi, il ressort de cette analyse que **l'État dispose d'une apparente acceptabilité qui pourrait lui permettre, s'il le souhaite, d'accélérer le rythme des rénovations dans les années à venir**⁴⁵.

Trop souvent perçue comme étant la seule raison d'être du mouvement des gilets jaunes, la taxe carbone illustre à merveille **le besoin de s'appuyer sur l'acceptabilité sociale afin de mener à bien la lutte contre le changement climatique**. À l'heure actuelle, une majorité des français sondés (54%)⁴⁶ estime qu'il est « souhaitable » d'augmenter la taxe carbone. Il s'agit là d'un niveau d'adhésion similaire à celui observé en 2017 (55%), niveau qui avait fortement chuté (48% en 2018 et 46% en 2019) au plus fort de la crise sociale des gilets jaunes. Par ailleurs, l'acceptation s'accroît fortement (76% étant favorables, dont 23% « très » et 53% « plutôt ») dès lors que l'augmentation croissante du prix du carbone⁴⁷ est subordonnée à **la double condition de ne pas pénaliser le pouvoir d'achat des ménages des classes moyennes et modestes et de réaffecter les recettes à la transition écologique notamment sur les territoires**⁴⁸. En somme, les Français semblent plus enclins à soutenir un tel système à condition de prévoir la mise en place d'un mécanisme permettant de redistribuer une partie des recettes générées dans un esprit de justice sociale, tout en allouant, au travers d'un compte d'affectation spéciale, le reste dans des projets concrets en faveur du climat. À l'avenir, **ce type d'aménagement pourrait être nécessaire si l'État souhaite pouvoir répondre à la préoccupation grandissante des Français pour l'environnement**.

42. Odoxa. 2020. *Les mesures de la Convention citoyenne séduisent les Français... à l'exception notable des 110 km/h*, juin.

43. Cette variable a toujours oscillé entre 65% et 81%.

44. 4^e priorité française derrière les secteurs de l'énergie, les transports et l'industrie. Source : BEI. 2020. *Climate survey perception on climate change*.

45. Tel que préconisé par le Haut Conseil pour le Climat. 2020. *Rénover mieux, leçons d'Europe*, rapport.

46. ADEME. 2020. *Représentations sociales du changement climatique : 21^e vague*.

47. Êtes-vous favorable ou non à un prix croissant du carbone, à condition que cela ne pénalise pas le pouvoir d'achat des ménages des classes moyennes et modestes, et que les recettes de la taxe soient utilisées pour financer des mesures de transition écologique, notamment sur les territoires ?

48. En ce sens, voir les [travaux menés par la LSE](#) sur la manière de rendre plus acceptable les taxes sur le carbone.

L'acceptabilité sociale peut aussi provenir des urnes. En effet, concilier légitimité démocratique et adhésion populaire, voilà tout l'objet du projet de référendum portant sur la modification de la Constitution⁴⁹ devant se tenir en 2021. Pour autant, alors que 79%⁵⁰ des sondés se déclarent « pour la réforme » constitutionnelle, le taux de participation estimé n'est que de l'ordre de 36%. Un tel décalage peut s'expliquer pour deux raisons. En premier lieu, le fait que 44% des Français sondés début janvier 2021 déclaraient ne pas avoir entendu parler d'un tel projet. La crise sanitaire occupant une bonne partie de la couverture médiatique et le projet de loi constitutionnel n'étant pas encore finalisé pouvant contribuer à ce déficit d'information. En second lieu, il convient de mentionner la méfiance historique des Français vis-à-vis du référendum – jadis dévoyé en un outil de plébiscite – illustrée par le fait que 61% des Français considèrent la votation comme étant un « coup politique »⁵¹. En ce sens, les données de l'enquête Odoxa publiée en juin 2020 montrent que les Français sont particulièrement méfiants envers l'actuel gouvernement : alors que 74% des sondés approuvaient les grandes mesures proposées par les 150 citoyens⁵² une proportion quasi identique (73%) estimait que seule « une petite partie des propositions sera mise en place par l'exécutif ».

2.3 ■ L'Union européenne, moteur de changement et d'ambition climatique pour l'opinion publique

En 2019 (QCM), les Français plaçaient l'UE et le gouvernement français en première position *ex aequo* (58%), lorsqu'il s'agissait d'attribuer, parmi une liste de différents acteurs, à qui revenait la charge de s'attaquer au changement climatique⁵³. Pour autant, dès lors que l'on interroge les Européens sur le fait de savoir si les décisions relatives à la protection de l'environnement devraient être prises au niveau du gouvernement ou de l'Union, **la seconde option est largement privilégiée (70%) dans des proportions identiques par les Français et par la moyenne des États membres**⁵⁴. Un tel résultat n'est cependant pas surprenant puisque **l'Union européenne dispose de la « taille critique indispensable pour agir au bon niveau »⁵⁵ contre le changement climatique**. Pour ce faire, la Commission européenne a dévoilé en décembre 2019 son **Pacte vert européen** destiné à être la « nouvelle stratégie de croissance du continent »⁵⁶ pour les années à venir. C'est à l'aune des mesures figurant au sein de ce dernier que sera analysée l'opinion publique française dans cette partie.

49. Le projet de loi constitutionnelle prévoit d'ajouter à l'art. 1 de la Constitution la mention suivante « la France garantit la préservation de l'environnement et de la diversité biologique et la lutte contre le dérèglement climatique ».

50. Enquête Ifop pour la Fondation Jean Jaurès et Depanneo (janvier 2021).

51. CEBILLE P. 2021. « Que pensent les Français du référendum sur l'environnement ? », Fondation Jean Jaurès, janvier.

52. À l'exception de la mesure relative à l'abaissement de la vitesse à 110km/h.

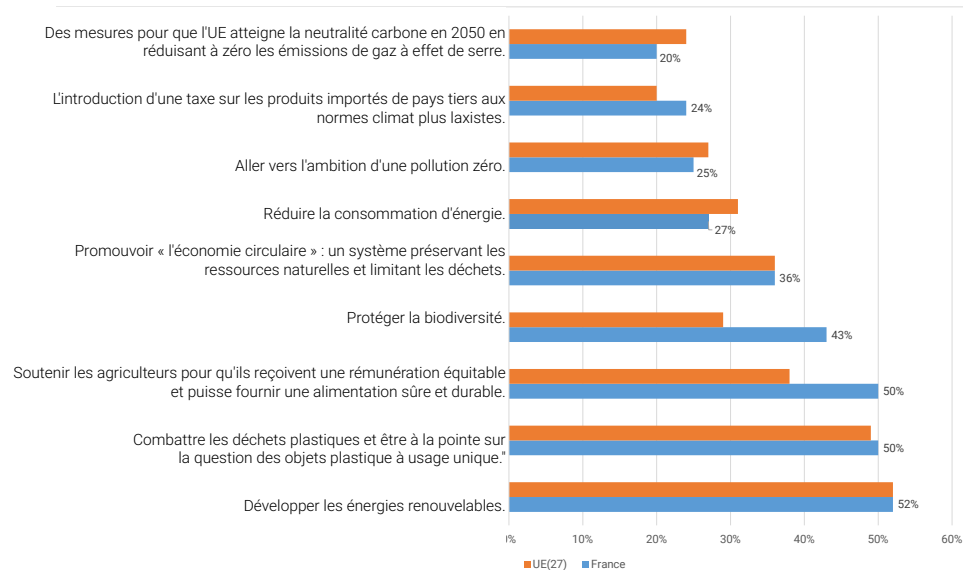
53. Commission européenne. 2019. *Special Eurobarometer « Climate change »*.

54. Commission européenne. 2019. *Eurobaromètre spécial 501 « attitudes des citoyens européens à l'égard de l'environnement »*, décembre.

55. CAUTRÉS B., CHOPIN T. & RIVIÈRE E. 2019. *Les Français et l'Europe entre défiance et ambivalence l'indispensable « retour de l'Europe en France »*, Rapport de l'Institut Jacques Delors, mai.

56. Discours de la présidente Ursula von der Leyen sur le Pacte vert européen, 19 décembre 2019.

GRAPHIQUE 9 ■ Les mesures perçues par les Français comme devant être prioritaires dans un Pacte vert européen (en%) pour protéger l'environnement et lutter contre le changement climatique



Source : L'opinion des Européens sur les priorités de l'UE (Été 2020 – Eurobaromètre Standard 93).

Concernant les priorités du Pacte vert européen, Français et Européens privilégient le développement des renouvelables (52%) ainsi que la lutte contre la pollution plastique (50% pour la France, 49% pour l'UE). Par ailleurs, la France se montre plus à même de prioriser le soutien aux agriculteurs (50% quand la moyenne européenne est à 38%) et la protection de la biodiversité (43% contre une moyenne européenne à 29%). Le classement français s'effectue principalement au détriment de la réduction de la consommation d'énergie (31% de moyenne dans l'Union contre 27% en France) et de la mise en place de mesures permettant d'atteindre la neutralité carbone (20% en France soit 4 points de pourcentage de moins que la moyenne des vingt-sept). Ainsi, le fait, que la France soit le premier bénéficiaire de la Politique agricole commune⁵⁷ et que ce programme soit largement identifié comme permettant de soutenir les agriculteurs français, concourt à justifier le haut niveau de l'item. Concernant la neutralité carbone, elle pâtit manifestement du fait qu'il s'agisse d'un **concept relativement abstrait aux yeux des citoyens** avec une conséquence directe : si 93% des Français soutiennent le fait de rendre l'UE climatiquement neutre à l'horizon 2050⁵⁸ (92% en moyenne pour l'UE), ce soutien s'estompe dès lors qu'il s'agit, comme en l'espèce, d'apprécier cet objectif non plus en valeur absolue mais en valeur relative.

L'engouement relativement modéré généré par l'objectif phare du Pacte vert ne remet pourtant pas en cause ce dernier auprès des Français. *Contrario*, ces derniers sont, d'après un sondage réalisé par Kantar en décembre 2020,⁵⁹ 78% (79% en Allemagne) à estimer que le Pacte vert européen est un « sujet important » et même « important et prioritaire » pour 45% d'entre eux. Condition *sine qua non* de la réussite du Pacte vert, la **coopération franco-allemande** (plébiscitée à 80% en France et 76% outre-Rhin) devra s'accompagner d'un devoir **d'exemplarité** pour les Français (79%) comme pour les Allemands (75%).

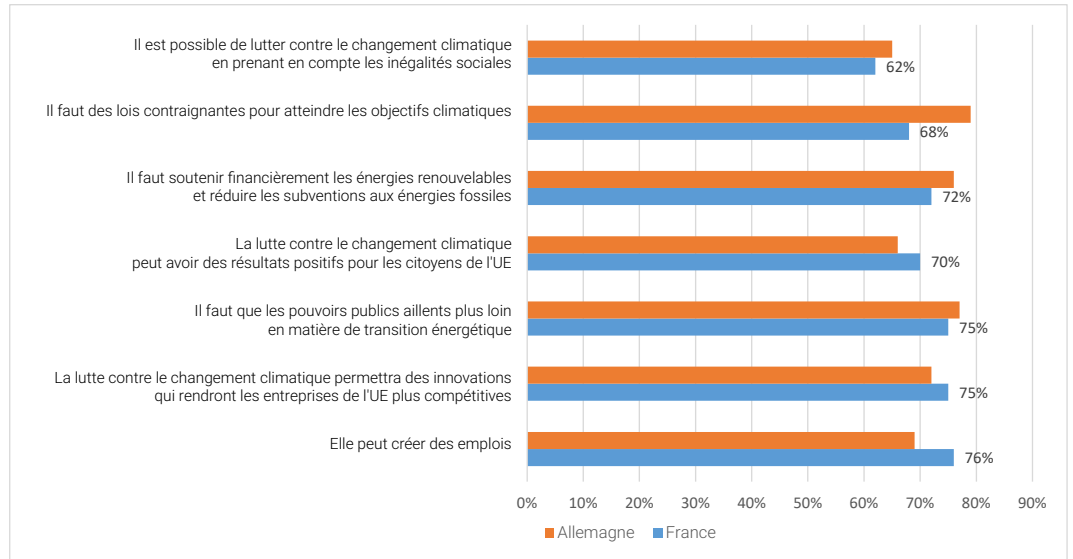
57. Parlement européen. « Financing of the Cap. Fact Sheets on the European Union », à hauteur de 17,3%.

58. Commission européenne. 2019. *Special Eurobarometer « Climate change »*.

59. ALTHOFF J. & HEBERT J. 2020. « Sondage KANTAR : Français et Allemands attendent un engagement plus fort de l'UE et du tandem franco-allemand pour la politique climatique, vue comme une opportunité en ces temps de crise », Heinrich Böll Stiftung : Bureau Paris - France (boell.org), 9 décembre.

GRAPHIQUE 10 ■ Le rapport des Français et des Allemands à la transition énergétique

Taux d'adhésion positif ("oui tout à fait" et "oui plutôt") sur le fait que la transition énergétique puisse :



Source : Kantar pour la Heinrich Böll Stiftung, décembre 2020.

De manière générale, les Français témoignent d'une meilleure réception vis-à-vis des mesures envisagées par l'Union. Ainsi, toujours selon l'étude réalisée par Kantar, **67% des Français (et des Allemands) approuvent le vote des eurodéputés fixant à 60% la réduction des émissions de gaz à effet de serre pour 2030** et ce, alors même que, la France est le pays faisant le moins confiance au Parlement européen (36% contre 48% pour l'UE) d'après l'*Eurobaromètre 93*. Ce sentiment se retrouve également à l'échelle européenne où, 77% des Européens (et des Français) déclarent être en faveur d'une politique énergétique commune parmi les États membres, s'agissant du plus haut niveau atteint par cette valeur depuis son introduction en 2014. Ces données témoignent du fait que **la prise de conscience entamée il y a une décennie concernant l'importance de l'environnement commence à se matérialiser par des attentes européennes concrètes.**

Perçu en premier lieu comme une opportunité (à 54% pour les Français et 63% pour les Allemands), la lutte contre le réchauffement climatique et la transition énergétique permettent, dans le cadre du Pacte vert, de définir un nouveau narratif à l'échelle européenne qui soit moins abstrait que le simple « idéal européen ». Porteur « d'innovation » (pour 70% des Français), « d'emplois » (pour 76% des Français) mais surtout d'espoir, **le Pacte vert semble être perçu par les Français comme moteur d'une transformation profonde qui permettra d'accélérer les changements incrémentaux observés au niveau national et de compléter les efforts déjà réalisés au niveau individuel.**

3 ■ UN RAPPORT À L'ENVIRONNEMENT PLUS COMPLEXE QUE LE CLIVAGE ENTRE LA « FRANCE D'EN HAUT » ET LA « FRANCE D'EN BAS »

La sociologie des opinions vis-à-vis du changement climatique est structurée selon des variables qui concernent non seulement la place occupée dans l'espace social mais aussi le rapport au temps. Par définition, la question climatique nous parle du futur et des évolutions à venir. Quel sera l'état de notre environnement dans dix ans ? Quelle planète allons-nous laisser derrière nous ? Quel legs allons-nous transmettre aux générations futures ? Les différentes générations n'ont sans doute pas le même rapport à ces questions, outre le fait que les valeurs à travers lesquelles les différents groupes sociaux analysent et pensent la société sont elles-mêmes affectées par les changements sociétaux et culturels. On retrouve tout le poids de ces paramètres sociologiques et attitudeux dans les données des enquêtes d'opinions.

Un exemple emblématique nous en est donné à travers les motivations de vote aux dernières élections européennes, marquées en France et dans d'autres pays du nord-ouest de l'Europe par un bon score des listes écologistes. Ces enquêtes permettent de tester l'hypothèse d'un lien entre le surcroît de participation, notamment chez les plus jeunes électeurs, et les questions de préoccupations environnementales.

3.1 ■ Une sociologie des âges et des générations : le climat, un facteur de mobilisation particulièrement fort chez les plus jeunes

Les données de l'enquête *Eurobaromètre 92* (post-élections européennes de 2019) montrent tout d'abord que s'il y a eu une augmentation de la participation pour tous les groupes de la population, cette augmentation a été plus marquée pour certaines catégories sociales. L'âge, notamment, a joué un rôle important avec une augmentation de la participation des jeunes électeurs et des primo-votants par rapport à 2014 : si la participation électorale des plus jeunes reste nettement inférieure à celle des plus âgés, l'augmentation relative de la participation entre 2014 et 2019 a été plus forte chez les moins de 25 ans (42% de participation, +14 points) et les 25-39 ans (47% de participation, +12 points), que chez les plus de 55 ans (54% de participation +3 points). Globalement, cela signifie que les différences entre les classes d'âge se sont réduites lorsque l'on compare la participation électorale aux élections européennes en France entre 2014 et 2019. **Ce phénomène peut laisser présager d'une plus grande participation des jeunes aux élections présidentielles et législatives en 2022.**

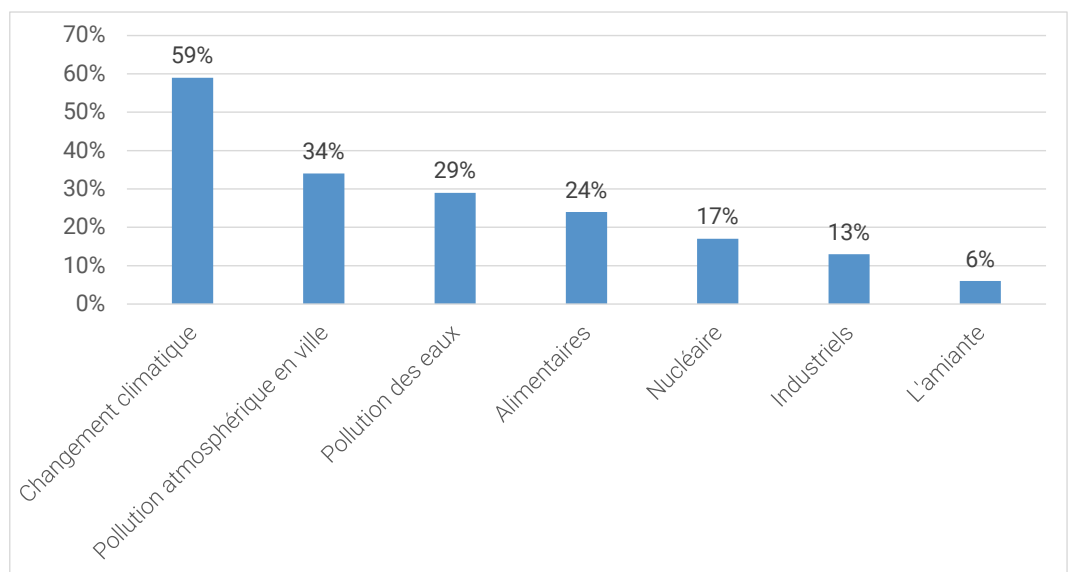
Cette réduction des écarts relatifs de la participation aux élections européennes entre 2014 et 2019 semble être due, en partie au moins, aux sensibilités différentes entre catégories d'âge à propos des questions climatiques. Interrogés sur les motivations de leur participation aux élections européennes de 2019⁶⁰, les plus jeunes électeurs indiquent, plus que les autres catégories d'âge, que la lutte contre le changement climatique et la protection de l'environnement sont les questions qui les ont motivés à participer (45% des moins de 25 ans contre 34% des 55 ans ou plus, 37% des 40-54 ans et 41% des 25-39 ans). Les moins de 25 ans sont également plus susceptibles de mentionner la question des droits de l'homme

⁶⁰. Parlement européen. 2019. *Eurobaromètre 91.5*, Septembre.

et de la démocratie (44% des moins de 25 ans contre 34% des 55 ans ou plus, 35% pour les 40-54 ans et 41% pour les 25-39 ans). En revanche, les motivations de vote liées à l'immigration ou à la lutte contre le terrorisme ont été moins souvent mises en avant par les plus jeunes électeurs.

Ces éléments rejoignent ceux dont on dispose dans d'autres enquêtes. Une enquête pré-électorale réalisée par Ipsos-Steria⁶¹ avant les élections européennes montrait que la hiérarchie des préoccupations des Français était « corrélée à l'âge des répondants : la protection de l'environnement est la préoccupation n°1 dans les tranches 18-24 et 25-34 ans, tandis qu'on s'inquiète davantage pour le pouvoir d'achat entre 35 et 59 ans, et pour l'avenir du système social (santé, retraites) au-delà de 60 ans ». On retrouve ces écarts selon les classes d'âge dont les données collectées par l'Ifop⁶². Dans une enquête portant spécifiquement sur le rapport des jeunes (définis comme les 15-35 ans) à la question environnementale, on voit que les risques liés au changement climatique sont identifiés, « comme l'enjeu environnemental et sanitaire le plus important de nos jours : 59% des interviewés estiment qu'ils sont un des risques les plus préoccupants, loin devant les suivants que sont les risques liés à la pollution, qu'il s'agisse de la pollution atmosphérique en ville (34%) ou à celle des eaux (29%) ».

GRAPHIQUE 11 ■ Les risques liés à l'environnement jugés les plus préoccupants par les jeunes (18-35 ans)



Source : Enquête Ifop pour ACTED, Projet1Planet4all : Les jeunes et le changement climatique, octobre 2020.

Comparant ces données à celles d'une précédente enquête réalisée auprès de l'ensemble des Français, l'Ifop conclut que plus de **8 sur 10 des 18-35 ans « estiment que les conséquences du changement climatique ont déjà commencé à se faire sentir (83%), une menace qu'ils entrevoient davantage que l'ensemble de la population française**. En effet, invités en octobre 2017 à l'occasion d'une étude Ifop pour WWF à répondre à cette même question, 74% des Français partageaient le sentiment que les effets étaient déjà bien présents (soit 9 points de moins que les jeunes) ».

61. Ipsos. *Municipales 2020*.

62. Rapport de sondage Ifop pour ACTED. 2020. *Projet 1Planet4all : les jeunes et le changement climatique*, ifop.com, octobre.

3.2 ■ Les effets de l'âge et du niveau d'éducation

Ces écarts selon les âges sont bien sûr à évaluer de manière prudente : d'une part les classes d'âges sont hétérogènes en termes sociologiques ; d'autre part, les classes d'âge les plus jeunes sont en même temps celles au sein desquelles les niveaux moyens d'éducation sont les plus importants. En d'autres termes, derrière les effets de l'appartenance à des classes d'âge, les effets du capital culturel ou d'autres variables sociologiques peuvent jouer un rôle déterminant. C'est d'ailleurs ce qu'observe l'Ifop dans le cadre de son enquête très riche sur le rapport des 15-35 ans à l'enjeu climatique. Au sein même du groupe des 15-35 ans d'importantes variations existent selon le diplôme et selon le genre : « les jeunes les plus diplômés semblent particulièrement sensibles à cet enjeu ». Plus conscients des conséquences actuelles du changement climatique (89% des diplômés du supérieur jugent que les effets se font déjà sentir contre 83% en moyenne), ils témoignent en conséquence d'une préoccupation plus grande à l'égard des risques liés aux changements climatiques (71% les identifient comme les risques les plus préoccupants de nos jours contre 59% en moyenne). Les femmes y sont également plus sensibles (respectivement 88% estiment que les conséquences se font déjà sentir contre 78% des hommes et 62% déclarent qu'il s'agit du risque le plus préoccupant contre 56% des hommes), ainsi que les 15-20 ans (65% considèrent le changement climatique comme le risque le plus préoccupant). Les jeunes sont donc plus concernés et sensibles aux questions climatiques non seulement par un effet de génération (la montée générale de cette préoccupation au sein des générations les plus jeunes) mais aussi par un effet lié au capital culturel plus important en moyenne dans les plus jeunes classes d'âge. Mais au sein même de la jeunesse, le niveau d'éducation vient accentuer ou modérer cette tendance générale.

3.3 ■ Une sociologie qui ne se réduit pas au clivage entre la « France d'en haut » et la « France d'en bas »

D'autres variations sociologiques peuvent venir éclairer la segmentation sociale du rapport aux questions climatiques et environnementales en général. Pour en rendre compte, on peut prendre appui sur la dernière enquête du Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF. L'enquête dispose d'un indicateur relatif à l'environnement : on demande aux personnes interrogées de laquelle des deux opinions elles se sentent les plus proches : « on peut continuer à développer notre économie tout en préservant l'environnement pour les générations futures » ; « si l'on veut préserver l'environnement pour les générations futures, on sera obligé de stopper la croissance économique ». Interrogés en février 2021, **les Français répondent très majoritairement que l'on peut préserver l'environnement tout en continuant le développement économique**. Seuls 24% des personnes interrogées répondent qu'il faudra stopper la croissance économique. Les variations sociologiques sont importantes selon les classes d'âge. Ce dernier ordonne linéairement de manière presque parfaite l'opinion selon laquelle la préservation de l'environnement nécessite de stopper la croissance économique : 35% des 18-24 ans soutiennent cette opinion, 31% des 25-34 ans, 26% des 35-49 ans, 22% des 50-64 ans et 18% des plus de 65 ans. Cette donnée confirme donc la plus grande sensibilité des plus jeunes générations aux questions climatiques et environnementales. Les écarts selon les genres sont faibles et ceux selon le statut social plus importants.

Les données de l'enquête montrent qu'en matière de segmentation sociologique du rapport au changement climatique, les choses sont plus complexes qu'une simple segmentation entre le « haut » et le « bas » des hiérarchies du statut social. Tout ne se passe pas comme si les catégories sociales les plus favorisées étaient nécessairement les plus en faveur d'une moindre croissance économique pour préserver l'environnement. Si 40% des chefs d'entreprise et des artisans-commerçants soutiennent l'opinion la plus favorable à la décroissance ou à une croissance zéro, ce n'est le cas que de 24% de ce que l'on appelle les « CSP+ » (l'ensemble des cadres et des professions intermédiaires) alors que c'est le cas de 27% des « CSP- » (ouvriers, employés). L'opinion soutenant qu'un arrêt de la croissance économique est nécessaire pour préserver l'environnement est soutenue par 33% des sans diplômes, contre 24% chez les diplômés du supérieur. Enfin, cette opinion recueille les faveurs de 30% des chômeurs, 27% des ouvriers, 26% des employés contre 23% parmi les professions intermédiaires et 20% chez les cadres supérieurs.

3.4 ■ Le poids du sentiment de fragilité sociale

Comment expliquer cet apparent paradoxe sociologique ? Il faut tout d'abord revenir sur les effets croisés de l'âge et du diplôme. Nous avons observé que les plus jeunes sont davantage sensibles et concernés par les questions climatiques. Mais ce groupe n'est pas sociologiquement homogène : **ce sont parmi les plus diplômés des jeunes mais aussi parmi les moins diplômés des jeunes que l'opinion soutenant qu'un arrêt de la croissance économique est nécessaire pour préserver l'environnement est la plus fréquente**. Ainsi 66% des jeunes sans diplômes et 44% des jeunes diplômés du supérieur adhèrent à cette opinion. Le capital culturel vient ainsi accentuer les effets d'âge aux deux extrémités de l'échelle des diplômes. Cet effet continue de jouer (mais de façon moindre) chez les 25-34 ans, puis disparaît presque totalement au-delà. Passés 50 ans, les effets du diplôme ne jouent presque plus et **les seniors sont plus homogènes que les jeunes dans l'opinion selon laquelle on peut combiner la croissance économique et la préservation de l'environnement**.

Ce résultat éloquent n'épuise pas la réponse que l'on peut donner à l'apparent paradoxe selon lequel le soutien à la cause climatique et écologique en général n'est pas mécaniquement le reflet de la position sociale occupée. Pour prolonger l'analyse, il faut introduire un élément fondamental et qui permet d'avancer une hypothèse : **pour les plus fragiles socialement, en particulier chez les jeunes non-diplômés ou chômeurs, c'est l'inquiétude sociale en général qui explique l'inquiétude climatique en particulier**. Les données montrent que ce sont parmi les plus jeunes (et jusqu'à 35 ans) que l'inquiétude de se retrouver au chômage est la plus forte. Cette inquiétude sociale est elle-même très liée à l'inquiétude climatique. Dans la limite de la taille d'échantillon du Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF (échantillon national de 2000 personnes), on peut avancer l'hypothèse que parmi les jeunes qui éprouvent le plus un sentiment de fragilité sociale (risque de se retrouver au chômage, sentiment de ne pas s'en tirer avec ses revenus), l'inquiétude climatique est une facette d'une inquiétude plus diffuse et large vis-à-vis de leur situation et de celle du pays en général. Ainsi, la sociologie des attitudes vis-à-vis du changement climatique nous montre qu'une pluralité d'inquiétudes et de motivations existent dans les différentes catégories sociales.

CONCLUSION ■

La protection de l'environnement est désormais une priorité claire aux yeux d'une immense majorité de citoyens français. Et cela, même au cœur de la plus grande pandémie depuis un siècle, et de la pire crise économique depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Ce point de vue de l'opinion publique française est similaire à ce que les enquêtes d'opinion révèlent dans la plupart des autres pays européens. Au sein de l'Union européenne, la France se situe dans la moyenne haute, au même niveau que l'Allemagne, mais derrière les pays scandinaves.

Parmi tous les enjeux environnementaux, la question du changement climatique tient une place particulière. Sur ce sujet, les Français font preuve d'une réelle lucidité : 76% d'entre eux considèrent nécessaire de changer nos habitudes et d'adopter un mode de vie différent. Ils demeurent cependant partagés sur leur perception de la capacité de la société française à mener aujourd'hui une telle transformation.

Selon toute probabilité, cette perception aura un impact sur les choix électoraux des Français, 74% d'entre eux indiquant que les questions environnementales auront un impact sur leur vote à la prochaine élection présidentielle. De manière fondamentale, cet impact transcende les clivages politiques, allant de 58% pour les sondés ayant voté pour Marine Le Pen au premier tour des élections présidentielles de 2017, jusqu'à plus de 80% pour ceux ayant voté Jean-Luc Mélenchon ou Emmanuel Macron.

Les Français, comme les autres Européens, voient dans l'Union européenne un niveau prioritaire d'action. Ils voient en effet dans l'Union, une échelle disposant de la taille critique indispensable pour agir de manière efficace. Cette action européenne vient appuyer, et non pas se substituer, à des actions d'autres niveaux de décisions politiques (international, national, local) et à des actions d'acteurs privés (entreprises, associations, citoyens).

Derrière ces moyennes se cachent évidemment des situations spécifiques et diverses. Notre étude des enquêtes d'opinion confirme que les jeunes accordent une plus grande importance au climat. Mais elle révèle aussi que l'idée selon laquelle l'environnement serait une préoccupation des Français les plus aisés n'est pas confirmée par les données disponibles. En effet, l'opinion soutenant qu'un arrêt de la croissance économique est nécessaire pour préserver l'environnement est plus fortement soutenue par les non-diplômés, les chômeurs et les ouvriers, que par les diplômés du supérieur et les cadres supérieurs.

En conclusion, notre étude des sondages existant nous permet de formuler trois recommandations pour les candidates et candidats aux prochaines élections présidentielle et législatives françaises :

- chaque candidat devrait proposer un programme de protection de l'environnement que ses électeurs potentiels jugeront ambitieux. Sans cela, ces mêmes électeurs risquent de lui préférer un autre candidat ;
- ce programme environnemental, pour être considéré comme sérieux, doit comporter une composante européenne forte démontrant aux citoyens que le candidat a compris que l'Union européenne est un acteur clé pour permettre d'éviter une catastrophe climatique ;
- un programme d'action climatique ambitieux est nécessaire pour les candidats qui cherchent à répondre aux inquiétudes des Français. En effet, l'inquiétude climatique est devenue pour nombre d'entre eux, notamment les plus jeunes, le reflet d'une inquiétude plus diffuse et générale vis-à-vis de leur situation et de celle du pays.



L'Europe pour
les citoyens



PREMIER
MINISTRE

Directeur de la publication : Sébastien Maillard ■ La reproduction en totalité ou par extraits de cette contribution est autorisée à la double condition de ne pas en dénaturer le sens et d'en mentionner la source ■ Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de leur(s) auteur(s) ■ L'Institut Jacques Delors ne saurait être rendu responsable de l'utilisation par un tiers de cette contribution ■ Version originale ■ © Institut Jacques Delors

Institut Jacques Delors

Penser l'Europe • Thinking Europe • Europa Denken
18 rue de Londres 75009 Paris, France • www.delorsinstitute.eu
T +33 (0)1 44 58 97 97 • info@delorsinstitute.eu